

Conseil régional

Arrêté n°2024-023 du 25 janvier 2024

**portant composition du comité de pilotage du site Natura 2000 FR 1100799
« Haute vallée de l'Essonne »**

La Présidente du Conseil régional d'Île-de-France

Vu la directive européenne n°92/43/CEE du Conseil des communautés européennes du 21 mai 1992 modifiée concernant la conservation des habitats naturels ainsi que de la faune et de la flore sauvages ;

Vu la décision d'exécution (UE) 2023/238 de la Commission en date du 26 janvier 2023 arrêtant la seizième actualisation de la liste des Sites d'Importance Communautaire de la région biogéographique Atlantique ;

Vu le Code de l'environnement et notamment ses articles L. 414-1 à L. 414-7 et R. 414-8 à R. 414-17 ;

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu le Décret n° 2022-1757 du 30 décembre 2022 relatif à la décentralisation de la gestion des sites Natura 2000 exclusivement terrestres et modifiant certaines dispositions relatives à Natura 2000 ;

Vu l'arrêté ministériel DEVN0929363A du 25 mai 2010 portant désignation du site Natura 2000 « Champignonnières d'Étampes » (zone de spéciale de conservation) ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2007.PREF/DCI3/BE 0168 du 7 septembre 2007 portant création du comité de pilotage du site Natura 2000 FR 1100799 « Haute vallée de l'Essonne » ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2010.PREF.DCI2/BE 0036 du 15 février 2010 portant approbation du document d'objectif du site Natura 2000 FR 1100799 « Haute vallée de l'Essonne » ;

ARRETE

ARTICLE 1 :

Le Comité de pilotage pour l'élaboration et la mise en œuvre du document d'objectif du site Natura 2000 FR 1100799 Haute vallée de l'Essonne est composé comme suit :

1.1 Représentants des collectivités territoriales et de leurs groupements :

- Le Président ou la Présidente du Conseil régional d'Île-de-France ou son représentant ;
- Le Président ou la Présidente du Conseil départemental de l'Essonne ou son représentant ;
- Le Président ou la Présidente du Conseil départemental de Seine-et-Marne ou son représentant
- Les maires des communes de BOIGNEVILLE, BUNO-BONNEVAUX, BUTHIERS, NANTEAU-

Conseil régional

2, rue Simone Veil – 93400 SAINT-OUEN
Tel : 01 53 85 53 85 – Fax : 01 53 85 53 89
www.iledefrance.fr

- SUR-ESSONNE et PRUNAY-SUR-ESSONNE ou leurs représentants ;
- Le Président ou la Présidente de la Communauté de communes des Deux Vallées ou son représentant ;
 - Le Président ou la Présidente de la Communauté de communes Pays de Nemours ou son représentant ;
 - Le Président ou la Présidente du Syndicat mixte d'aménagement et de gestion du Parc naturel régional du Gâtinais français ou son représentant ;

1.2 Représentants de l'Etat et de ses services déconcentrés :

- Le Préfet ou la Préfète de l'Essonne ou son représentant ;
- Le Préfet ou la Préfète de Seine-et-Marne ou son représentant ;
- Le Directeur ou la Directrice régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France ou son représentant ;
- Le Directeur ou la Directrice départementale des territoires de l'Essonne ou son représentant ;
- Le Directeur ou la Directrice départementale des territoires de Seine-et-Marne ou son représentant ;
- Le Chef ou la Cheffe du service départemental de l'Essonne de l'Office français de la biodiversité ou son représentant ;
- Le Chef ou la Cheffe du service départemental de Seine-et-Marne de l'Office français de la biodiversité ou son représentant ;
- Le directeur ou la directrice du Centre régional de la propriété forestière d'Île-de-France – Centre ou son représentant ;

1.3 Représentants des organismes consulaires :

- Le Président ou la Présidente de la Chambre d'agriculture de Région Île-de-France ou son représentant ;

1.4 Représentants des propriétaires et exploitants de biens ruraux compris dans le site :

- Le Président ou la Présidente du Syndicat des propriétaires forestiers sylviculteurs ou son représentant ;
- Le Président ou la Présidente de l'Union des industries de carrières et matériaux de construction ou son représentant ;

1.5 Représentants des organismes exerçant leur activité dans le domaine de la chasse, du sport et du tourisme :

- Le Président ou la Présidente de la Fédération interdépartementale des chasseurs d'Île-de-France ou son représentant ;
- Le Président ou la Présidente de la Fédération départementale des chasseurs de Seine-et-Marne ou son représentant ;
- Le Président ou la Présidente de la Fédération de Seine-et-Marne pour la pêche et la protection du milieu aquatique ou son représentant ;
- Le Président ou la Présidente de la Fédération de l'Essonne pour la pêche et la protection du milieu aquatique ou son représentant ;
- Le Président ou la Présidente du Comité Île-de-France de Canoë Kayak et Sports de Pagaie ou son représentant ;
- Le Président ou la Présidente du Comité départemental de la randonnée pédestre de l'Essonne ou son représentant ;

1.6 Représentants des associations de protection de la nature :

- Le Président ou la Présidente de l'association Essonne Nature Environnement ou son représentant ;
- Le Président ou la Présidente de l'association Seine-et-Marne Environnement ou son représentant ;
- Le Président ou la Présidente de l'association Natur'Essonne ou son représentant ;
- Le Président ou la Présidente de l'Association des naturalistes de la Vallée du Loing et du massif de Fontainebleau ou son représentant ;

1.7 Personnalités scientifiques qualifiées :

- Le Président ou la Présidente du Conseil scientifique régional du patrimoine naturel d'Île-de-France ou son représentant ;
- Le Directeur ou la Directrice du Conservatoire botanique national du Bassin parisien ou son représentant ;
- Le Président ou la Présidente de l'Agence régionale pour la biodiversité d'Île-de-France ou son représentant ;
- Le Président ou la Présidente du Conservatoire d'espaces naturels d'Île-de-France.

ARTICLE 2 :

Le comité de pilotage peut décider d'entendre toute personne ou tout organisme dont les connaissances et l'expérience sont de nature à éclairer ses travaux.

ARTICLE 3 :

Le présent arrêté peut être contesté :

- par recours gracieux auprès de l'auteur de l'acte, dans les deux mois suivant sa publication sous forme électronique. Le silence gardé par l'administration pendant plus de deux mois sur la demande de recours gracieux emporte décision implicite de rejet. Ce rejet tacite peut lui-même être déféré au tribunal administratif compétent dans un délai de deux mois.
- par recours contentieux auprès du tribunal administratif de Montreuil dans les deux mois suivant sa publication sous forme électronique, le délai de recours gracieux étant interruptif du délai de recours contentieux.

ARTICLE 4 :

La Présidente du Conseil régional est chargée de l'exécution du présent arrêté, dont copie sera adressée à l'ensemble des membres du comité de pilotage.



Valérie PECRESSE